

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RE-SOURCE INDUSTRIES 47

lieu-dit Blanchou
47110 Allez-Et-Cazeneuve

Références : CD/UbD24-47/2026-044
Code AIOT : 0005205550

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement RE-SOURCE INDUSTRIES 47 implanté 387 AVENUE DE BORDEAUX LIEU-DIT BLANCHOU 47110 Allez-et-Cazeneuve. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 janvier 2026 dans l'établissement Re-source Industries 47 implanté 387 avenue de Bordeaux 47110 Allez-et-Cazeneuve .

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RE-SOURCE INDUSTRIES 47

- 387 AVENUE DE BORDEAUX LIEU-DIT BLANCHOU 47110 Allez-et-Cazeneuve
- Code AIOT : 0005205550
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société Re-source Industries 47 (changement de nom en 2025) implanté sur la commune d'Allez-et-Cazeneuve est un centre de traitement des véhicules hors d'usage (VHU), de vente de pièces et d'entretien des véhicules. Il est classé au titre de l'activité VHU.

Les contrôles ont eu lieu sur l'ensemble de l'installation d'Allez-et-Cazeneuve. Le référentiel utilisé est l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° **2712-1** (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...


Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Demande d'action corrective	30 jours
6	Valeurs limites de rejet.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Demande d'action corrective	30 jours
7	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Demande d'action corrective	30 jours
8	Etat des stocks de produits dangereux.  Etiquetage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	
13	Plan de defense	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > I.	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	contre l'incendie.			
15	Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
18	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.	Demande d'action corrective	15 jours
19	Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle par un organisme tiers	Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 15	Sans objet
3	Origine des déchets et les quantités maximales admises	Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 5	Sans objet
5	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
9	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
11	Moyens d'alerte et de lutte contre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'incendie.		
14	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Sans objet
16	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.	Sans objet
17	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à des modifications apportées au site, des documents ne sont pas à jour (notamment plan de collecte des effluents, localisation des risques, moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie, plan de défense contre l'incendie...). Ces documents sont, de ce fait, non-conformes.

Trois autres non-conformités sont relevées, à savoir :

- le dépassement d'une valeur limite dans le rejet des effluents ;
- la vérification périodique du système électrique
- l'exposition aux intempéries de la zone d'entreposage des fluides.

Le détail des non-conformités et des demandes de l'inspection est indiqué dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle par un organisme tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle par un organisme tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ; - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe</p>

l'installation.
Constats : L'exploitant présente le rapport d'audit réalisé le 25/06/2025 nommé JFE - 141612 du 26/08/2025. Ce rapport ne met en évidence aucune non-conformité à l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres de véhicule terrestre hors d'usage et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre et traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Situation administrative, Registre et traçabilité.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant utilise un logiciel métier pour la gestion des véhicules terrestres hors d'usage de son parc. Ce logiciel permet le suivi des différentes étapes de dépollution et des différentes pièces de chaque véhicule. L'exploitant présente également un classeur avec l'ensemble des filières de gestion des déchets et les bordereaux de transmission. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il prévoit la modification du logiciel pour avoir en plus le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage. Ainsi l'ensemble des éléments demandés sera consigné dans un même document. Dans l'attente, ce fait constitue une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un registre complété conformément à l'article 44 de l'arrêté ministérielle du 26 novembre 2012, une fois la modification du logiciel effectuée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Origine des déchets et les quantités maximales admises

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Origine des déchets et les quantités maximales admises
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article R.515-37 du Code de l'Environnement, le présent arrêté prescrit à l'installation classée pour la protection de l'environnement les mesures suivantes : [...] les quantités maximales de déchets admissibles, au sein de l'installation, annuellement sont : 15000 carcasses de véhicules ou l'équivalent de 16500 tonnes.
Constats : L'exploitant présente la déclaration faite auprès de l'ADEME pour l'année 2024 qui précise que 3 216 carcasses ont été traitées soit 3 844 tonnes. Pour 2025, l'exploitant déclare que ce nombre sera sensiblement équivalent. La déclaration sera faite pour fin mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents.
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.
Constats : L'exploitant présente un plan mais l'inspection constate que celui-ci n'est pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la transmission du plan mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente deux factures pour les vidanges du 06/02/2025 et du 29/09/2025 des deux dispositifs existants sur le site avec le bordereau de suivi de déchets (BSD-20250926-DRWR6YT6M) correspondant à la vidange du 29/09/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites de rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;température < 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des</p>

cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;

Plomb : 0,5 mg/l ;

Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;

Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

L'exploitant a fait procéder à l'analyse des eaux rejetées (Rapport AR-25-LK-262010-01 du 15/12/2025). Une non-conformité est relevée pour la DBO5.

L'exploitant déclare qu'un nettoyage de l'installation de traitement est prévu dans le 1er trimestre de 2026 et qu'une nouvelle analyse sera effectuée en suivant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la facture acquittée du nettoyage de l'installation, avec le bordereau de suivi des déchets correspondant, ainsi que le rapport d'analyse établi en suivant du nettoyage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques.

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée. **L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.**

Constats :

L'exploitant présente le plan n°14 du schéma de défense contre l'incendie.

L'inspection constate que ce plan ne prend pas en compte la zone de stockage temporaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le plan mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Etat des stocks de produits dangereux. ☒ Etiquetage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux. ☒ Etiquetage.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan des stockages, lequel précise la nature des produits, leur emplacement et la quantité maximale susceptible d'être stockée pour chacun de ces produits. L'exploitant déclare que les cuves de fluides sont équipées de sondes de mesure quantitative. Cette mesure n'est pas utilisée pour la tenue d'un registre des produits dangereux. L'absence de registre des produits dangereux est une non-conformité. L'inspection a constaté, par sondage, l'étiquetage de récipients indiquant le nom du produits et le ou les symboles de dangers associé(s).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la tenue d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. L'exploitant est invité à se rapprocher du SDIS pour convenir de la fréquence de mise à jour dudit registre, adapté aux besoins des services d'intervention et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Prescription contrôlée :

Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

[...]

Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente le plan des détecteurs de fumées présents sous la toiture du bâtiment. Il déclare que les détecteurs sont reliés à l'alarme centrale.

L'exploitant a présenté un document intitulé "CONSIGNES POUR L'ENTRETIEN DES MATERIELS AFFICHAGE ATELIERS ET LOCAUX ADMINISTRATIFS ", lequel définit une fréquence semestrielle au minimum pour les vérifications de maintenance et les tests.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Prescription contrôlée :

II. Détection et surveillance.

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

« Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

<p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site n'est pas équipé d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes. L'exploitant est en possession de caméras thermiques qui ne sont pas en service. Il présente une facture du 20/08/2025 relatif à l'achat de détecteurs photoélectriques et d'un diffuseur sonore ainsi qu'une facture du 21/05/2025 pour la maintenance des extincteurs.</p> <p>L'exploitant précise que les caméras thermiques sont suivies par une entreprise spécialisée qui est chargée d'alerter en cas de départ de feu.</p> <p>Durant la fermeture des locaux, l'exploitant précise qu'aucun déchet combustible ou inflammable n'est présent dans l'atelier, que l'ensemble des contenants est vidé et stocké à l'extérieur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le calendrier prévisionnel des travaux du système de détection et d'alerte incendie ; - la justification de la réalisation d'un test démontrant que le signal sonore est perceptible en tout point du périmètre concerné ; - la transmission des plans des installations de caméras dédiées à la surveillance des zones extérieures.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 11 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rondes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les consignes prévues à l'article 10.B.</p> <p>Cette procédure prévoit une ronde après la fermeture de l'atelier soit 2 heures après l'arrivée du dernier véhicule terrestre hors d'usage .</p> <p>Les consignes sont conformes à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, zone d'immersion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'une zone d'immersion à proximité de la zone de stockage temporaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'une zone d'immersion vide, raccordée à la réserve d'eau de 60 m3.</p> <p>L'exploitant précise que la zone d'immersion peut ainsi être remplie rapidement pour immerger un véhicule ou une batterie en cas de nécessité suite à l'intervention des pompiers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que le volume d'eau pris pour la zone d'immersion ne grève pas le volume d'eau requis et prévu pour l'extinction d'un incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 13 : Plan de défense contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services</p>

<p>d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; -l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; -les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; -les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; -le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; -le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; -des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; -le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; -les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; -la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; -le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; -la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'inspection constate que la localisation des zones de stockage temporaire n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un document comportant l'ensemble des pièces prévues par l'article 21 de l'arrêté du 26 novembre 2012 ; ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 14 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : L'exploitant présente un document comportant l'ensemble des consignes prévues par l'article 22 de l'arrêté du 26 novembre 2012
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Vérification périodique et maintenance des équipements.


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements.
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats :

<p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de vérification des installations électriques et éclairages d'un établissement recevant du public du 04/06/2025 suite à l'intervention du 03/06/2025 ; - le rapport de vérification du certificat Q18 du 04/06/2025 suite à l'intervention du 03/06/2025 qui conclut à une vérification partielle mais que les installations ne peuvent pas présenter de risques d'incendie ou d'explosion ; - le rapport de vérification des installations électriques du 04/06/2025 suite à l'intervention du 03/06/2025 (2 observations et un certains nombre de limite) ; - le rapport thermographie Q19 du 27/01/2026 suite à l'intervention du 27/01/2026 ; - la facture de maintenance du matériel de défense contre l'incendie du 21/05/2025.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que les 2 observations et les limites sont levées et permettent d'avoir une vérification complète des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Entreposage des vehicules terrestres hors d'usage avant dépollution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.</p>
<p>Thème(s) : Autre, Entreposage des vehicules terrestres hors d'usage avant dépollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les seuls véhicules mis sur des étagères à glissières superposées sont des véhicules vendus. Sur site, l'inspecteur ne constate pas l'empilement de VHU non dépollués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Entreposage des pneumatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.</p>
<p>Thème(s) : Autre,  Entreposage des pneumatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection constate que les pneus sont entreposés dans une benne de 30 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.
Thème(s) : Autre, Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les carcasses sont empilés par 2, soit une hauteur inférieure à 3 m.</p> <p>L'inspection constate, sur l'aire d'entreposage, au moins 2 empilements dépassant la hauteur maximale de 3m.</p> <p>La consigne donnée aux opérateurs autorisant l'empilement de 2 carcasses au maximum ne s'avère pas suffisante pour garantir le non dépassement de la hauteur limite de 3 mètres (par sondage, l'inspection a constaté qu'un véhicule léger empilé sur une camionnette dépasse 3 m de hauteur au final)</p> <p>Il n'y a pas de zone accessible au public.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter la hauteur maximum de 3 mètres pour l'entreposage des VHU dépollués.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 19 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 III
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des fluides issus de la dépollution des VHU
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p> <p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles</p>

hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.
[...]

Constats :

La zone de stockage des huiles moteurs et hydrocarbures est munie de rétention. L'inspection a constaté que la structure abritant cette zone de stockage est dégradée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant entrepose les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules à l'abri des intempéries, de sorte notamment que les rétentions ne collectent pas les eaux de pluies.

Une photographie suite aux travaux sera transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois